

D'UNE SOCIÉTÉ À L'AUTRE

PENSER LE FUTUR DU CONGO AU-DELÀ DES ERREMENTS ÉTHIQUES ET POLITIQUES

« Demandons-nous ce que serait une société de délateurs, de profiteurs, de voleurs, de corrupteurs et de corrompus, d'indisciplinés, d'insouciantes, d'égoïstes, de fraudeurs ; la liste est longue mais la réponse est une : ce serait une société vouée à l'échec et peut-être à la déchéance et à la misère matérielle et intellectuelle. Alors, évitons de tels comportements »¹.

Penser le Congo

Emmanuel BANYWESIZE Mukambilwa,
Professeur ordinaire
à l'Université
de Lubumbashi
et chercheur au
Centre d'études
transdisciplinaires
stratégiques
et prospectives
(CETRAS).
emmabanywesize2016@
gmail.com

Nous voici à un tournant qui sollicite nos intelligences conjuguées pour pouvoir penser, avec une obstinée rigueur qui nous délivre des mensonges, un État délesté des failles du totalitarisme, du dirigisme et de l'autoritarisme, afin d'ouvrir la voie de possibilité d'une nouvelle société qui puisse concrétiser l'idéal exprimé par l'hymne national, celui de bâtir « un pays plus beau qu'avant ». Dans son discours d'investiture, le Président de la République déclaré élu, au scrutin du 30 décembre 2018, par la Commission électorale indépendante et la Cour constitutionnelle, a décliné son action politique en termes de construction d'« un Congo réconcilié », « tourné vers son développement dans la paix et la sécurité »². Est condensé et exprimé le souci de transformer l'État et, au demeurant, la société. L'État c'est l'organisation et l'instance décisionnelle de la communauté historique³. Le souci exprimé est de passer d'une société lézardée par les crises, les violences et les atteintes à l'État de droit vers une société ouverte et ouvrant à un futur de justice, de paix, de sécurité, de développement et de bien-être partagés. La réconciliation de toutes les diversités et de toutes les tendances politiques est

1 KEBA MBAYE, *L'éthique, aujourd'hui. Leçon inaugurale donnée à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar*, le 14 décembre 2005.

2 Cf. Discours d'investiture du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, prononcé le 24 janvier 2018 au Palais de la Nation à Kinshasa.

3 Je contracte la définition d'Éric Weil de l'État, reprise et explicitée dans la réflexion de Paul RICCEUR, « Éthique et politique », in *Autres Temps. Les Cahiers du christianisme social*, n° 5, 1985, pp. 62-65.

conçue, en plus de la paix et de la sécurité, comme condition préalable et nécessaire pour pouvoir se consacrer aux défis du développement.

Le partage des règles formalisées et des valeurs fondamentales, dont la vérité et la justice qui constamment écartent toute sollicitation d'imposer la raison du pouvoir comme la raison juste et vraie, compte sans doute parmi les conditions primordiales pour la réalisation et la pérennisation du vivre-ensemble harmonieux dans la république soucieuse d'échapper à quelque pouvoir oligarchique. Parmi les inconvénients de l'imposition de la raison du pouvoir, figurent le règne de l'arbitraire et de la corruption, le triomphe de la logique des compromis politiques et l'exposition de la démocratie à des velléités autoritaires et de l'État à la domination d'un pouvoir sans réel contrepoids, ni comptes à rendre aux citoyens. Le Congo, dans son épisode zaïrois, n'avait-il pas vécu une telle expérience entre 1970 et 1990 ? La révision constitutionnelle réalisée par la Loi n° 74-020 du 15 août 1974 consacrait la transformation de toutes les institutions de l'État en organes du parti unique, le Mouvement populaire de la révolution, devenu Parti-État, et le transfert de « la plénitude du pouvoir » au Président de la République. Un tel régime totalitaire pouvait tout s'autoriser, notamment la confusion entre biens publics et biens privés.

Le 27 janvier 2019, la Présidence de la République, en réaction à la répression mortelle de la revendication estudiantine pour le rétablissement d'eau et d'électricité sur le campus universitaire de Lubumbashi, publiait un communiqué inhabituel dans le champ politique congolais. En ce champ structuré par des discours, positions et prises de position, le souci d'assurer la survie ou la pérennité du régime, des fonctionnaires politiques et de leurs supplétifs entraînait souvent la négation, sinon la falsification des vérités de fait. Or le communiqué s'indignait contre l'« incident malheureux », reconnaissait la mort d'étudiants et d'un policier, condamnait, sans ambages, l'« acte ignoble » d'un officier supérieur de la police accusé d'avoir ordonné de tirer sur les étudiants, sans aucune sommation, annonçait une enquête gouvernementale pour établir les responsabilités et le renvoi dudit officier devant la justice « afin de subir la rigueur de la loi ». Il n'y est pas question de négation ou de banalisation de crime, ni de protection de quelque puissant ou de consécration de l'impunité, mais de souci de défendre les libertés, les droits de l'homme et de faire triompher la vérité.

Que doit-on percevoir dans ces énoncés ? Des indices d'une politique résolue à marquer la différence radicale avec celles caractérisées non seulement par des annonces jamais suivies de fait, des projets jamais concrétisés, mais aussi et surtout par le cynisme et la banalisation de la mort ? Est-il venu le temps de la fin de la rhétorique de dénégation, de falsification de la réalité, de brouillage de la frontière entre vérité et mensonge, de fabrication des légendes au-dessus des violences induites par la mauvaise gouvernance donnant lieu à une représentation de l'État comme

une fabrique d'excès ? Est-il possible de prendre à défaut une antique thèse, reprise par Hannah Arendt, selon laquelle la vérité n'a jamais compté au nombre des vertus politiques, alors que le mensonge passe pour un moyen nécessaire et légitime dans les affaires publiques⁴ ?

Ce questionnement est au cœur de cette réflexion structurée par une double conscience. D'une part, il est possible de passer de pourquoi au pourquoi pas⁵. Mais peut-être que dans le champ politique, cela ne va pas de soi, en raison de la complexité même de toute action. L'action dépend à la fois de son initiateur et des interrétroactions dans l'environnement dans lequel elle se déroule. Selon Edgar Morin, « [d]ans un système complexe, même déterministe au départ, les interrétroactions créent de l'imprédictibilité »⁶. D'autre part, il est connu, pragmatiquement, que le vrai est dans ce qui est fait ; et, en suivant Hannah Arendt, que les vérités politiquement les plus importantes sont des vérités de fait⁷. Celles-ci révèlent souvent le désastre des errements éthiques et politiques qui exposent la société et l'humanité à l'impasse.

Cette réflexion est offerte avec ses prémisses et ses prémices dans un champ exposé, par-delà la célébration du pluralisme, à la tentation de l'unanimité intellectuelle et surtout politique qui privilégie l'esprit de force à la force de l'esprit, la raison du pouvoir au pouvoir de la raison, de la loi et de la vérité⁸ au point de consacrer la raison du plus fort. Cette réflexion se veut une contribution à la critique de ce que nous avons été, de ce que nous déclarons être, de ce que nous sommes et de ce que nous voulons être. En proclamant, par l'entremise de *La Constitution*, notre volonté de vivre dans une république et une démocratie organisées selon les principes de l'État de droit, social et laïc, nous avons affirmé notre attachement au régime des lois et des valeurs partagées, aux institutions justes affranchies de la domination des puissances de filiation et du capital. Nous avons aussi affirmé notre volonté de défendre ces lois, valeurs et institutions, lorsque quelque individu ou quelque organisation voudra les fouler aux pieds ou les gauchir, car elles sont, soit cardinales, soit les fruits de sacrifices et de l'expression de la souveraineté du peuple. Elles fondent et cimentent le vivre-ensemble en république.

4 Cf. Hannah ARENDT, *Du mensonge à la violence. Essai de politique contemporaine*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 9. *La crise de la culture. Huit exercices de pensée politique*, Paris, Gallimard, 1972, p. 289 et sq.

5 Cf. Gaston BACHELARD, *Le Nouvel esprit scientifique*, Paris, PUF/Quadrige, 2013, pp. 10-11.

6 Edgar MORIN, *Penser global. L'homme et son univers*, préface Michel Wieviorka, Paris, Flammarion/Champs Essais, 2016, p. 101.

7 Hannah ARENDT, *La crise de la culture*, p. 295.

8 Au sujet de la rémanence de la tentation de l'unanimité intellectuelle et politique dans quelques sociétés africaines, je suggère entre autres la lecture de : Charles-Zacharie BOWAO, « L'intellectuel, les élites et la radicalité éthique », in Auguste NSONSISSA (dir), *Cahiers Épistémologiques. Épistémologie et éthique*, n° 7/2018, pp. 19-42 ; *La tragédie du pouvoir. Une psychanalyse du slogan politique*, préface d'Emmanuel Malolo Dissaké, Paris, Dianoia, 2015 ; *L'imposture ethnocentriste. Plaidoyer pour une argumentation éthique du politique*, Brazzaville, Hemar, 2014. KASEREKA KAVWAHIREHI, *L'Afrique, entre passé et futur. L'urgence d'un choix public de l'intelligence*, préface de Valentin Yves Mudimbe, Bruxelles, Peter Lang, 2009.

Pouvoir du peuple face aux puissances de filiation et de richesse

L'histoire foisonne d'exemples qui montrent que l'action politique conçue en termes de moyens et de fins recourt parfois au mensonge et à la corruption comme moyens pour atteindre et justifier une fin. La vérité de fait et la vérité rationnelle se trouvent neutralisées, sinon constamment mises à rude épreuve par le mensonge, voire par une gouvernementalité caractérisée par la banalisation de la violence et de la corruption systématique. Elles deviennent des contraintes auxquelles il paraît difficile d'échapper ou de s'attaquer. Crise de légitimité des institutions et de leurs animateurs, violence, mensonge et corruption constituent des constantes dans le champ politique congolais. Les préambules de différentes Constitutions rappellent la permanente crise de légitimité et établissent une causalité entre cette crise et les violences armées. Quant à la corruption, les études disponibles et les discours officiels indiquent qu'elle est systématique⁹, qu'elle constitue un mal qui brouille les références culturelles, les vertus cardinales et avilit la personne humaine. Il s'agit d'un « fléau » qui dévaste le pays, ses institutions et décourage les créateurs de richesse. Reconnue comme la cause d'une énorme évasion fiscale, elle n'a jamais été combattue dans les institutions et dans la vie quotidienne. En théorie, sans doute.

Pendant la Deuxième république, un discours indigné, à moins qu'il ne fût la marque du cynisme et de diversion politiques, a décrit la corruption institutionnalisée en termes de « mal » qui entraîne la profonde inversion des valeurs, en tête desquelles celles proclamées cardinales pour la république : la paix, la justice et le travail. Dans un tel contexte, les fonctions de service public devenaient des charges vénales et leur exercice prenait un caractère mercantile. Tout se vend et tout s'achète, en conséquence de quoi la société s'expose au risque de la perte de son caractère politique pour devenir un vaste marché commercial soumis aux lois les plus basses du trafic et de l'exploitant¹⁰. Mais alors, pourquoi le mal n'a-t-il pas été enrayé dans la société ? Est-ce parce que le régime, les acteurs politiques et les hauts fonctionnaires étaient devenus cyniques ?

Le ministre (...) était, généralement dès les années 1970, un cynique pur. On lui dit que tout va mal. Il vous récite, en retour, une leçon digne d'un grand opposant, minant par sa parole le régime qui l'entretient et qu'il est supposé servir. À l'entendre, la catastrophe est pour demain. Quelques heures plus tard, le même homme est, en chien fidèle, à une tribune d'honneur autour du Maître, le sourire large et l'œil égrillard, suivant le jeu des croupes des danseuses vouées au culte du Père Fondateur¹¹.

9 Justin KABONGO Ntusalala, *La corruption en République Démocratique du Congo*, préface de Baudouin Bomandeka Bonyaka, Paris, L'Harmattan-RD Congo, 2016. Oasis KODILA TEDIKA, *Corruption en République Démocratique du Congo. Nature et conséquence*, Sarrebruck, Éditions universitaires européennes, 2012.

10 Extrait du Discours du Président Mobutu Sese Seko, cité par Gauthier De VILLERS, *De Mobutu à Mobutu. 30 ans de relations Belgique-Zaïre*, Bruxelles, De Boeck, 1995, p. 67.

11 Valentin Yves MUDIMBE, *Les corps glorieux des mots et des êtres. Esquisse d'un jardin africain à la bénédictine*, Paris, Présence Africaine, 1994, p. 64.

La sociologie de l'actuel et du quotidien attentive à la permanence des pratiques de corruption dans les institutions, notamment la « fidélisation » de vote des lois ou d'investiture du gouvernement, montrerait à quel point les choses n'ont pas changé fondamentalement. Le récit d'un député honoraire conforte une telle thèse.

Il s'agissait de l'investiture du Gouvernement. Il fallait, pour cela, « fidéliser » le vote. (...) Quelque temps après, en effet, il allait être question du budget 2007. L'opposition, qui avait déjà montré ses couleurs, commençait à agiter les épouvantails. Il fallait mettre les batteries en marche et calmer le jeu. (...) Le stimulant attendu est venu effectivement soutenir le vote¹².

L'autre signe de la corruption politique, c'est le monnayage des sièges des sénateurs ou d'élection des gouverneurs de province, ainsi qu'en témoignent les désistements de certains candidats, en signe de protestation contre l'érection de la corruption en norme. Il y a aussi la rémanence des proclamations d'allégeance, non pas envers la République, mais à l'égard de quelques « Autorités morales » dont on plaint, en privé, les postures autoritaires, le manque d'idéologie et la perversion morale. La plainte signifie que l'acte d'allégeance a été extorqué et que l'adhésion au projet politique est passagère et opportuniste car on reste quelque peu conscient que dans la symbolique et dans la fonction, bien de ces « Autorités morales » incarnent la nouvelle figure du « Président-Fondateur » qui déclarait à ses concitoyens ne rien leur devoir ; par contre, ils lui devaient tout.

Mauvaise gouvernance, mensonge politique et corruption constituent des obstacles à vaincre pour espérer construire une société réconciliée et tournée vers un futur de prospérité partagée, dans la paix et la sécurité pour tous. Dans une telle société, toutes les actions politiques, économiques et sociales devraient être centrées sur l'humain, la restauration de sa dignité et de la parole vraie. La politique n'y serait pas pratiquée comme la continuation des violences, des inégalités sociales et économiques artificielles, ni comme l'art de produire une oligarchie consacrant le règne et la domination des prétendus « bien nés » et des héritiers, auto-conçus comme pourvus d'une légitimité filiale, et des propriétaires détenteurs du pouvoir de richesse. Une politique pour le changement ne serait telle que si elle implique une rupture dans les deux titres à gouverner qui caractérisent nos sociétés, à savoir la parenté et le capital. Cette rupture doit aménager concrètement le champ de la participation politique aux citoyens considérés réellement comme souverains et sujets. Le pouvoir inviolable reconnu aux citoyens de choisir librement leurs dirigeants et de participer à la discussion critique de la gestion de leur cité constitue une caractéristique de la démocratie.

12 Alexis TAKIZALA MASOSO, *Voyage au pays des oubliés*, Kinshasa, Baobab, 2011, p. 85.

La démocratie est le régime dans lequel la participation à la décision est assurée à un nombre toujours plus grand de citoyens. C'est donc un régime dans lequel diminue l'écart entre le sujet et le souverain. Kant en définissait l'utopie, quand il concevait, dans le cadre de l'impératif catégorique, la notion de « règne des fins », c'est-à-dire d'un règne où chacun serait à la fois souverain et sujet¹³.

Je me demande, à titre d'hypothèse, si les sociétés contemporaines d'Afrique francophone ne sont pas engagées sur la voie d'une gouvernementalité oligarchique qui combine les puissances de filiation et du capital, auxquelles, comme dirait Jacques Rancière, « force et science portent, en des proportions diverses, leur renfort »¹⁴. Or pour obtenir l'adhésion et le soutien populaires, la politique doit se traduire par la récusation du monopole de ces deux puissances, en faisant place au pouvoir du peuple pour que soit sauvegardée la puissance singulière propre à la démocratie. Cette puissance fait de la démocratie, pour paraphraser à nouveau Jacques Rancière, non pas la forme de gouvernement qui permet à l'oligarchie de régner au nom du peuple, ni la forme de société réglée par le pouvoir de la marchandise, mais plutôt l'action qui sans cesse arrache aux gouvernements oligarchiques le monopole de la vie publique et à la richesse la toute-puissance sur les vies. La démocratie est puissance qui doit s'affirmer contre la confusion de ces pouvoirs en une seule et même loi de la domination. La démocratie est nue dans son rapport aux pouvoirs du capital et de la filiation qui vient le seconder ou le défier¹⁵.

Une société démocratique aménage le champ à l'exercice de la politique ou, mieux, de la gouvernementalité qui donne droit de cité à la souveraineté et à la volonté du peuple, à la capacité d'objecter les dirigeants et leurs modes de gestion de la cité. La politique ne signifie pas l'élimination des conflits, lesquels, inhérents à la vie sociale, contribuent à l'unité et à la survivance de la société¹⁶. Au sujet de conflit, Julien Freund remarquait que l'être est perpétuellement aux prises avec des forces destructrices, mais jamais, malgré les promesses de diverses philosophies de l'histoire, les facteurs de dissension ne disparaîtront pour laisser place à une harmonie universelle. Sympathie et hostilité se mêlent sans cesse dans la vie des peuples comme dans celle des individus, au hasard des péripéties de l'histoire¹⁷ et, dirai-je au gré des intérêts. Dans sa complexité, le conflit est à la fois générateur de désunion au sein de la société, mais aussi une forme essentielle de socialisation et d'épanouissement. Le droit d'objecter implique alors l'invention d'un espace public et des procédures permettant

13 Paul RICOEUR, *art. cit.*, p. 68.

14 Jacques RANCIÈRE, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique Éditions, 2005, p. 54.

15 *Ibid.*, pp. 105-106.

16 On pourra lire à ce sujet : Georg SIMMEL, *Le conflit*, préface de Julien Freund, Paris, Circé, 2003 ; Edgar MORIN, *Sociologie*, Paris, Fayard, 1984 ; *Les Sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*, Paris, Seuil, 2000.

17 Cf. Julien FREUND, « Préface » à Georg SIMMEL, *Le conflit*, p. 9.

aux conflits de s'exprimer et de rester négociables. De ce point de vue, une société est démocratique, si l'État garantit « la libre discussion organisée »¹⁸. Dans cette société, la gouvernementalité doit se démarquer de toutes celles enchaînées par l'autoritarisme et la prétention à neutraliser tous les conflits. Est autoritaire, la gouvernementalité qui induit l'usurpation ou la négation de la souveraineté et de la volonté du peuple, le rétrécissement, voire la privatisation de l'espace public, l'affaiblissement des instances délibératives et judiciaires, la répression des mouvements sociaux, la neutralisation de la liberté de presse, la construction d'un processus d'insularisation et de verticalisation de la décision souveraine. La grande faille de la gouvernementalité autoritaire consiste à considérer la démocratie comme l'organisation d'un gouvernement oligarchique, puisque l'élection passerait pour un rituel permettant aux gouvernants d'obtenir la ratification de leur choix ou d'une sentence connue d'avance, sinon monnayée. Or bien loin d'être la forme de vie de quelques individus qui s'accordent pour s'emparer du pouvoir d'État et de le garder afin d'assurer leurs intérêts privés, la démocratie est le processus de lutte contre la privatisation subtile de la chose publique et d'élargissement de la sphère publique. « Élargir la sphère publique, cela ne veut pas dire (...) demander l'empiètement croissant de l'État sur la société. Cela veut dire lutter contre la répartition du public et du privé qui assure la double domination de l'oligarchie dans l'État et dans la société »¹⁹. La démocratie n'est pas une donnée, mais un combat permanent contre les tentations autoritaires et oligarchiques qui la guettent ou la défient.

Telle est l'une des leçons majeures des sociétés dans lesquelles elle est ancrée culturellement. C'est aussi ce qu'enseigne la résistance sociale incarnée par les mouvements citoyens. Ceux-ci ne sont l'émanation d'aucun parti politique et d'aucune organisation syndicale. Ils ne sont inféodés à aucun parti politique et résistent contre toute tentative de corruption et de récupération politiques. Ils sont l'espace d'expression d'une *génération morale* qui ne se résigne pas à croiser les bras face aux défis existentiels irrésolus, mais qui s'investit intempestivement dans l'espace public pour contribuer à infléchir la politique. Les jeunes engagés dans les mouvements citoyens ont conscience que la jeunesse, avant d'être l'avenir, c'est avant tout le présent, et que la vie bonne n'est pas de l'ordre de la promesse, mais de la possibilité dans l'actuel qui ne subordonne pas l'intérêt général aux intérêts particuliers. Un officier militaire rwandais qui avait combattu dans différents pays africains m'a conforté dans cette observation. Dans l'avion, entre Addis Abeba et Dakar, nous avons échangé sur le devenir des pays africains et sur le rôle des jeunes pour l'avènement d'une démocratie durable. Durant ses expériences militaires au Congo, il n'aurait rencontré

18 Paul RICOEUR, *art. cit.*, p. 67.

19 *Ibid.*, pp. 62-63.

que des hommes politiques ballotés entre les intérêts du néolibéralisme et les leurs propres présentés comme l'intérêt général pour mieux mobiliser leurs concitoyens. Aussi m'avait-il invité à examiner si les mouvements citoyens ne pouvaient pas inverser « la tendance observable de constitution des régimes oligarchiques dans notre Afrique ». « Professeur, a-t-il insisté, vous êtes jeune. C'est un devoir de penser le sort de l'Afrique. Peut-être pourriez-vous aussi explorer le pouvoir de la génération morale, des jeunes dans les mouvements citoyens, pour une politique au service de l'intérêt général. Mais gardez-vous de faire la politique. Il y a trop de mensonges et de cynisme. Pourtant, le Maréchal est mort, n'est-ce pas ? »

Au Congo, la résistance politique et la lutte armée sont venues à bout du régime totalitaire, mais les gouvernementalités successives, depuis 1997, n'ont pas écarté ses failles, dont les errements politiques et éthiques qui se manifestent notamment par le mensonge, la corruption, la mauvaise gouvernance et l'autoritarisme. Sous la Deuxième république, on affirmait, pour soustraire le Chef de toute objection, qu'« *en Afrique, la personne du chef est sacrée* » et, dans une ritournelle tautologique qui entérinait le paradigme de la raison du plus fort, que « *le chef a raison puisqu'il est chef. Voilà pourquoi tout le monde lui doit allégeance et obéissance* ». Ces formules constituent une escroquerie qui combine le mensonge et l'autoritarisme pour mieux étouffer la parole critique et s'approprier le monopole de l'espace public et de la volonté souveraine. Pour espérer taire la critique sociopolitique, la clientèle et les adjuvants politiques ne cessent de reprendre ces formules. Allons donc ! Les prescriptions, les contraintes et les habitudes engendrées par la gouvernementalité propre au régime de la Deuxième république sont-elles jamais toutes détruites ?

Il n'est pas superflu de constater que si la lutte contre Mobutu s'est soldée par le changement du régime et du nom du pays, les gouvernementalités successives attestent la rémanence du mobutisme. La soumission à un chef, désormais nommé « Autorité morale » placée au-delà du bien et du mal, est un signe. La question majeure consiste à savoir comment une autre gouvernementalité est possible après les épisodes du totalitarisme, du dirigisme et de la démocratie autoritaire²⁰. La réponse permettrait de saisir, d'évaluer et de dépasser le mobutisme post-Mobutu²¹ en tant que mode politique historique caractérisée par l'enfermement de la société

20 Pour l'illustration du totalitarisme, du dirigisme politique et de la démocratie autoritaire au Congo, je renvoie à mes réflexions intitulées « Une démocratie autoritaire ? Considération sur la gouvernementalité en RD Congo », in *Congo-Afrique* (janvier 2019), n° 531, pp. 8-27. « Territoires de résistance sociale. Pouvoir et défis des mouvements citoyens face à l'autoritarisme et à l'ethnocratie », in *Congo-Afrique* (janvier 2018), n° 519, pp. 7-27.

21 Dans une étude parue en 1998, Ernest WAMBA DIA WAMBA a montré que « le mobutisme n'est pas complètement mort avec Mobutu parce que les conditions (les fondements et la domestication forcée du peuple congolais) qui l'ont généré et entretenu ne sont pas complètement éliminés ». Voir : « Mobutisme après Mobutu : réflexion sur la situation actuelle en République démocratique du Congo », *Politique africaine* n° 72, décembre 1998, p. 156. La rémanence des pratiques et habitudes propres au régime de la Deuxième république paraissent confirmer cette thèse.

dans un ordre d'usurpation de la souveraineté et de la volonté du peuple, de dépense, de démesure, d'excès, de fabrique des fables et des pompes mythiques, et, somme toute, d'errance éthique qui se profile au travers de l'érection de la violence, du mensonge et de la corruption en leviers d'accès au pouvoir, de son exercice et de sa conservation.

L'errance éthique expose la société à la perte du caractère politique indiqué dans le terme *polis* signifiant cité, qui rassemble les humains divers sous le règne des lois édictées en vue de l'intérêt général, c'est-à-dire pour assurer et garantir l'existence bonne pour tous. Elle devient un espace soumis à la logique du néolibéralisme, laquelle fait converger le capitalisme et l'animisme, dès lors que « tous les événements et toutes les situations du monde de la vie [peuvent] être dotés d'une valeur sur le marché »²². Ainsi, la « force procréative de la forme-argent »²³ se décline, à l'instar du capital financier, comme omnipotente et illimitée du point de vue de ses fins et du point de vue de ses moyens. Elle fabrique des relations de filiation et de dépendance, et fait brouiller, pour camoufler les intérêts privés, la frontière entre vérité et mensonge. Ce brouillage, diversement constaté dans les sociétés africaines, permet à quelques acteurs ou organisations de maintenir, sous leur contrôle, les appareils étatiques et les richesses, de les utiliser à leur profit et d'enfermer des populations dans des situations de vulnérabilité permanente. On peut remarquer, dans les sociétés corrompues, comment « [à] coup de contrats au titre de la reconstruction et sous prétexte de combattre l'insécurité et le désordre, firmes étrangères, grandes puissances et classes dominantes autochtones font main basse sur les richesses et gisements des pays ainsi vassalisés »²⁴. On remarque aussi les phénomènes des pillages des ressources et des transferts massifs de fortunes en direction d'intérêts privés, la dépossession autoritaire des droits, des libertés et des richesses que les luttes syndicales ou sociales avaient arrachés aux forces du capital et le paiement des dettes infinies, porté à charge des revenus modestes ou moyens.

Le défi consiste alors à faire le choix d'une société qui ne ruse pas avec ses principes, ses normes et ses valeurs, d'une démocratie délestée de l'autoritarisme et de la tendance vers la constitution subtile d'une oligarchie qui pourrait exercer la domination sur l'État et sur la société. La démocratie doit se fonder sur le pouvoir des lois et des valeurs de vérité, de communication, de solidarité et de responsabilité.

22 Joseph VOGI, *Le Spectre du capital*, Paris, Diaphanes, 2013, p. 152.

23 Achille MBEMBE, *Critique de la raison nègre*, Paris, La Découverte, 2013, p. 12. Dans ce livre, on peut lire, entre autres, que « le néolibéralisme représente l'âge au cours duquel capitalisme et animisme, longtemps difficilement tenus à l'écart l'un de l'autre, tendent finalement à ne plus faire qu'un. Le cycle du capital allant désormais de l'image à l'image, l'image est devenue un facteur d'accélération des énergies pulsionnelles (...) Plus caractéristique encore de la fusion potentielle du capitalisme et de l'animisme est la possibilité, fort distincte, de transformation des êtres humains en choses animées, en données numériques et en codes » (p. 14 et p. 16).

24 *Ibid.*, p. 16.

Irréductibles complexités de l'action politique dans la démocratie

L'histoire politique du Congo étale les sinuosités de la dialectique entre les discours politiques et les actions concrètes, entre le « dire » et le « faire », au point de fonder un questionnement majeur. Est-il impossible, dans le champ politique, d'être aussi innocent que la colombe, de vivre honnêtement sans commettre ni injustice ni crime ? La morale doit-elle nécessairement être séparée, voire chassée, de la politique ? Le réalisme politique pose que la bonne politique n'est pas une affaire de bons sentiments, puisque la politique renverrait exclusivement au champ du pouvoir soumis aux exigences d'ordre stratégique et tactique, qui se préoccupent de seuls rapports de force et d'efficacité. La morale ne concernerait que les principes purs qui indiquent les devoirs et les modalités de leur accomplissement. Le réalisme politique relativise le respect des contraintes morales sur la politique, lesquelles contraintes, ainsi que l'on peut le vérifier dans toutes les sociétés, sous-tendent pourtant la contrainte exercée par la Constitution et les lois sur la société et sur ses composantes. Il n'est pas alors rare de constater que le militantisme et le cynisme politiques peuvent s'adonner à cœur joie à la dérision contre la volonté d'affirmer le respect des valeurs telles que la liberté, la vérité et la justice dans le champ politique. Face à la dérision et à l'unanimité, il faut peut-être opposer l'autonomie de penser et de discerner, en ayant conscience que le « *Sapere aude !* demeure la devise d'une *Aufklärung* qui résiste, même dans la pénombre des dangers les plus modernes, à l'intimidation par la catastrophique. C'est seulement par son courage que peut encore se développer un avenir qui serait plus qu'une reproduction élargie du pire passé »²⁵.

Que serait une société où tout le monde s'inclinerait devant le mal, ruserait avec les normes et les valeurs ? Mentir, tromper, tricher, travestir la vérité, corrompre, altérer la justice sont des vices qui déstabilisent la démocratie et minent la société. Ils neutralisent la raison, la rendent passive à tel point, parfois, que des sujets perdent la capacité de penser par eux-mêmes, sombrent dans l'hétéronomie et ne savent pas qu'ils ne sont plus en position d'exercer quelque jugement critique²⁶. La perte de la raison critique entraîne la confusion entre le bien et le mal, tolère la banalisation du mal, du mensonge et de la supercherie. Les sujets se trouvent enfermés dans l'ordre de manipulation et de domination, qui exploite la peur, la lâcheté, le sentiment d'appartenance identitaire ou la corruption. En réalité, Kasereka Kavwahirehi dirait que le sujet cesse d'exister au sens fort, c'est-à-dire au sens d'une personne responsable et comptable, pour devenir un individu

25 Peter SLOTERDIJK, *Critique de la raison cynique*, traduction de Hans Hildenbrand, Paris, Christian Bourgeois, 1987, p. 660.

26 Pour Emmanuel KANT, « [f]aire de jugements d'autre le principe déterminant du sien correspondrait à l'hétéronomie » (*Critique de la faculté de juger*, p. 282). La perte de la capacité à exercer un jugement critique est une preuve de l'hétéronomie. On pourra lire également Patrick SAVIDAN, « Politique et morale sont inséparables en démocratie », in *Le Monde* du 20 mars 2014.

dépouillé de la « capacité à revenir à soi, de se comprendre en parlant ; de raisonner et de réfléchir aux conséquences des actes accomplis ou à accomplir. (...) le langage même est atteint par la corruption »²⁷. On peut donc aisément s'employer à justifier l'injustifiable, à justifier subtilement la perpétuation de l'hégémonie d'un individu ou d'un groupe d'acteurs sur la société et sur les autres membres de la société. Cette justification peut se faire à coup de discours idéologiques maintes fois répétés pour obtenir le conditionnement discursif des consommateurs des énoncés. Elle peut se faire aussi au moyen des manifestes prétendument portés par une « analyse scientifique », mais dont le contenu du paratexte n'est qu'un plagiat d'une partie du texte. Le plagiat est alors révélateur d'une supercherie scientifique : l'auteur du texte peut n'être que le vrai auteur du paratexte, le signataire de celui-ci n'étant qu'un prête-nom qui a cautionné l'usage de son identité et ses fonctions professionnelles pour soutenir un projet commun : « l'endoctrinement idéologique » des jeunes pour espérer les former à « la culture politique » patriotique²⁸.

On peut espérer que le patriotisme ne soit pas une recette que l'on tente d'offrir aux jeunes, à l'absence des résultats économiques et politiques probants et faute de créer les conditions de possibilité pour leur sortie des rets du chômage, de la précarité et du désespoir. La politique enseigne qu'il y a le temps de vente de promesses et d'actes symboliques en échange d'adhésion et de soutien populaires nécessaires pour légitimer le pouvoir, surtout si son acquisition a été entachée d'irrégularité ou de contestation. Il y a aussi une période où ceux qui se souviennent des promesses rompues passent pour des agitateurs, sinon pour des chagrins à l'endroit de ceux qui se dévouent à solutionner les équations socio-économiques pour le bien-être collectif. L'abandon des projets et des promesses n'est pas dû seulement au fait que, pour reprendre Jean-Louis Le Moigne contextualisant les principes de l'écologie de l'action théorisée par Edgar Morin, toute gouvernance se développe dans la dialogique permanente de deux irréductibles complexités : celle des capacités cognitives et décisionnelles des acteurs initialisant intentionnellement l'action dont ils se veulent responsables, et celles des innombrables interrétroactions et récusions en jeu dans les milieux dans lesquels l'action se propage irréversiblement au point d'échapper (partiellement, voire totalement) à ses acteurs²⁹. L'abandon s'explique aussi par le fait que dans sa dynamique, tout pouvoir politique

27 KASEREKA KAVWAHIREHI, *Op. cit.*, p. 286.

28 Une lecture critique pourrait se rendre compte que la grande partie de la prétendue « préface » du professeur Néhémie MWILANYA WILONJA au livre de Henri MOVA SAKANI, *Le manifeste des jeunes ubuntu*, Paris, L'Harmattan, 2017, est une reprise quasi-intégrale de quelques paragraphes du « Préambule », de sorte qu'on peut être fondé à penser que les deux textes ont un même auteur.

29 Cf. Jean-Louis LE MOIGNE, « L'intelligence de l'Action appelle l'exercice de la pensée complexe. Pragmatique et épistémologique sont inséparables. Sur «La Méthode» d'exercice de la « Pensée Complexe » pour conduire sa «Raison dans les affaires humaines»», <http://archive.mcxapc.org/docs/ateliers/0811jlm.pdf>. Consulté le 23 janvier 2019.

tend à être conservateur et à s'affranchir des vertus éthiques. Quels que soient les déclarations, les promesses, les retournements symboliques et les réformes, il apparaît, au fil du temps, que son propre est « d'assurer des réformes partielles et insignifiantes »³⁰ qui ne puissent pas ébranler les invariants structurels du système. Or tant que ne sont pas mis en question ses invariants structurels, le pouvoir ne change pas de nature, quels que soient les hommes qui le servent ou la doctrine qui lui sert de soubassement³¹. Il s'agit, notamment, dans le cas des sociétés africaines, de cette figure transcendante et permanente qui a pour nom le chef, ou « L'Autorité », voulue forte ou charismatique, élue ou héréditaire, ou qui se croit investie de mission de sauveur de la Nation contre les complots extérieurs et intérieurs, et qui a surtout pour fonction de représenter l'unicité sociale. Les invariants structurels peuvent englober les structures de propagande, de violences et de domination qui se coalisent contre la vérité et les libertés.

N'importe-t-il pas, peut-être, pour changer de société, pour construire une société réconciliée, démocratique et prospère, respectueuse des droits de l'homme et de la dignité humaine, de se méfier de la politique et du politique, et en même temps les prendre très au sérieux ? Les prendre au sérieux, c'est considérer qu'ils ont la capacité de changer la réalité, l'existence et la destinée des hommes et des institutions, dans le sens du meilleur ou du pire. Se méfier de la politique et du politique, ce n'est pas les négliger ou s'en éloigner pour se protéger mais s'efforcer de les comprendre afin de tenter d'infléchir, sinon de résister, aux excès et aux perversions qu'ils engendrent, volontairement ou involontairement. Excès et perversions sont souvent les conséquences non seulement d'une politique dont la nature se tisse de ruse, de dissimulation, de tromperie, de cynisme, de falsification des faits, de construction des fables ; mais aussi du désir des politiques d'accéder au pouvoir pour le pouvoir et de s'y maintenir pour espérer assurer leur survie et leur sécurité. Le maillage de la nature de la politique, les excès et les perversions qui en sont les conséquences, expliquent, me semble-t-il, la désaffection de plus en plus généralisée pour la politique et l'émergence des contre-pouvoirs qui visent à infléchir la gouvernamentalité pensée et pratiquée en termes de moyen pour les fonctionnaires politiques de gérer les peuples, de les influencer, de les manipuler ou de leur mentir, mais aussi et surtout de se garantir la pérennité de deux titres de gouverner, à savoir la filiation et le capital.

30 Michel MAFFESOLI, *Après la modernité ? La logique de domination. La violence totalitaire. La conquête du présent*, Paris, CNRS Éditions, 2008, p. 315. Cette idée est tirée de la thèse du caractère conservateur de tout pouvoir politique, proposée par Julien FREUND, *Le nouvel âge. Éléments pour la théorie de la démocratie et de la paix*, Paris, Rivière, 1970, p. 14 et sq.

31 Cf. Michel MAFFESOLI, *Op. cit.*, pp. 315-316.

Une société qui veut durer dans le temps, dans la paix et la sécurité ne peut réprimer la vérité, ni les hommes qui veulent faire comprendre ce qui est, témoigner de la vérité ou de ce qui s'est produit de pire contre la vie bonne et contre la réalisation de l'humanité de l'homme. Une société qui veut durer dans le temps, dans la paix et la sécurité ne peut trivialiser la vérité et se complaire dans la corruption. Il est opportun de rappeler et de penser l'avertissement de Hannah Arendt, en le plaçant dans un contexte où l'action, en tant que substance de la politique, dépend toujours partiellement de l'initiateur et des interrétroactions dans l'environnement dans lequel elle se déroule.

Poussé au-delà d'une certaine limite, le mensonge produit des résultats contraires au but recherché ; cette limite est atteinte quand le public auquel le mensonge est destiné est contraint, afin de pouvoir survivre, d'ignorer la frontière qui sépare la vérité du mensonge. Quand nous sommes convaincus que certaines actions sont pour nous d'une nécessité vitale, il n'importe plus que cette croyance se fonde sur le mensonge ou sur la vérité ; la vérité en laquelle on peut se fier disparaît entièrement de la vie publique, et avec elle disparaît le principal facteur de stabilité dans le perpétuel mouvement des affaires humaines³².

On finit par engager la société sur un escarpement de failles et de crises, pouvant prendre plusieurs formes dont celle de la déchéance morale et intellectuelle et celle de la perte de confiance des citoyens envers les institutions et leurs animateurs. La crise peut prendre le visage de défiance d'un régime auto-suffisant. Elle peut se cristalliser dans les affrontements des nationalismes tribaux. Les citoyens peuvent aussi développer des mécanismes de ruse contre le mensonge et la violence du pouvoir.

Dans le petit village de Burhuza, au Kivu, où j'ai passé une partie de mon enfance, j'ai vu, en 1977, des électeurs simuler des maladies pour ne pas participer au scrutin du 5 décembre qui avait plébiscité le candidat unique du Parti-État avec un score proche de 100%. Pendant que les scrutateurs s'épuisaient à acheminer les bulletins au centre de dépouillement, les appareils idéologiques du Parti-État annonçaient la réélection du Président-Fondateur. Après tout, l'inattendu n'existe pas dans une société close, en l'occurrence celle où la Loi exclue toute concurrence politique à la magistrature suprême. Le mensonge électoral ne se limitait pas au scrutin présidentiel, pour autant que celui-ci en était une, mais s'étendait aussi à « l'élection » des parlementaires. On doit à un intellectuel organique qui aura été en même temps un grand fonctionnaire de l'ordre répressif congolais au point que l'imagination populaire l'avait surnommé « *Terminator* », une critique philosophique des avatars du totalitarisme africain, au détour de la critique de la démocratie considérée comme un piège tendu aux sociétés africaines par les intérêts extérieurs.

32 Hannah ARENDT, *Du mensonge à la politique*, pp. 11-12.

Il n'a souvent existé d'autres gouvernements que l'exécutif aux pouvoirs concentrés entre les mains du chef, tandis que les Parlements n'étaient que des chambres d'enregistrement. Même dans ce rôle, les Parlements étaient recrutés non pas par le suffrage universel en vigueur en démocratie, mais par divers systèmes de cooptation dans lesquels les élections n'étaient plus que simple cérémonial que la logique implacable du système rendait d'ailleurs inutile³³.

L'idéologie conçue et imposée par le régime totalitaire rendait inéluctable une telle logique. Hors du Parti-État, aucune liberté et aucune initiative n'étaient tolérables. La leçon fut administrée à une dizaine de parlementaires du Parti-État qui avaient pris la liberté de faire dissidence et d'annoncer la création d'un parti concurrent. Ils furent condamnés pour « complot formé dans le but de changer ou de détruire le régime constitutionnel établi ». L'existence de ce complot était prouvée de façon réhabilitaire, selon le réquisitoire du Ministère public, par la lettre que les dissidents avaient osé adresser au Président de la République pour l'informer de l'existence d'un second parti politique et lui demander une rencontre d'harmonisation des vues sur les élections futures. Le fait même de se réunir, de revendiquer la liberté de créer un parti politique et surtout de défier le Chef omnipotent fut considéré par la propagande comme un acte démentiel. Mieux valait donc s'accommoder à l'ordre établi.

En 2017, plus de quarante millions de Congolais se sont inscrits sur les listes électorales. Moins de la moitié s'est déplacé lors des scrutins de 2018, soit un taux d'abstention supérieur à 52%. L'euphorie de l'élection des uns et la contestation engendrée par la défaite des autres a fait oublier que ce pourcentage constitue un indice de la méfiance par rapport à la politique et aux oligarques. Cette abstention reflète le degré de désaffection pour la politique dans une société où la parole politique se caractérise, en général, par la ruse, la tromperie, le travestissement de la vérité et de la réalité, au point d'incruster dans la vie quotidienne une conception qui ramène la politique à l'art de mentir et le politicien à un homme dont on ne peut croire à la sincérité de la parole donnée. On ne peut espérer changer la société, la réconcilier et l'engager résolument vers un futur de développement et de prospérité partagée pour une vie bonne pour tous sans dépasser ses failles, sans réconcilier les citoyens et les fonctionnaires politiques, sans inscrire la vérité parmi les vertus politiques. Une vie bonne, disons-le avec Judith Butler, c'est une vie vécue avec les autres, une vie qui ne serait pas une vie sans les autres. Qui que je sois, mon moi est toujours transformé par mes relations avec les autres et ma dépendance à l'égard de l'autre et l'essence de cette dépendance sont nécessaires pour vivre bien³⁴. Je ne partage pas seulement une commune identité terrienne avec les autres humains sur la

33 Honoré N'GBANDA NZAMBO-KO-ATUMBA, *Afrique : démocratie piégée*, Paris, Équilibres Aujourd'hui, 1994, p. 69.

34 Cf. Judith BUTLER, *Qu'est-ce qu'une vie bonne ?*, traduction de Martin Rueff, Paris, Payot, 2014, pp. 109-110.

Terre, notre matrice et notre patrie communes, mais je suis aussi inscrit, comme eux, dans une communauté de destin, exposé aux mêmes défis et aux mêmes dangers qui engagent à la solidarité et la responsabilité. Notre exposition commune à la précarité et à la perte constitue le terrain partagé d'une égalité potentielle et nos obligations réciproques de produire ensemble les conditions de vie vivables.

Régime totalitaire à l'africaine et errements éthiques

Le totalitarisme a été pensé comme art de gouverner propre aux sociétés européennes. Pourtant la gouvernamentalité d'autres sociétés, dont le Congo, en fournissent des variantes qui attestent son existence hors de l'Europe. Le totalitarisme signifie une forme de domination qui use des moyens du despotisme, tout en s'en distinguant par le but qu'elle poursuit, à savoir l'organisation totale de la société par un Parti-État qui transforme les membres de celle-ci en une masse homogène et dépourvue d'initiative hors des structures du Parti, et qui s'emploie à la neutralisation des groupes humains perçus comme susceptibles d'entraver la réalisation de ce but. Comme tel, il allie l'idéologie, la propagande et la terreur. Cette technologie de gouvernement lui permet de détruire la liberté et d'instaurer une société des masses facile à influencer, à mobiliser, à commander et à dominer. Les dirigeants totalitaires commandent et s'appuient sur les masses. Ils ne peuvent survivre, ainsi que l'a remarqué Hannah Arendt, que s'ils possèdent la soumission de celles-ci.

Les mouvements totalitaires visent et réussissent à organiser des masses – non pas des classes, comme les vieux partis d'intérêts des États-nations européens ; non pas des citoyens ayant des opinions sur, et des intérêts dans le maniement des affaires publiques, comme les partis des pays anglo-saxons³⁵.

En organisant la société totale en société des masses, le régime totalitaire cherche en même temps à réaliser la domination de chaque individu dans la sphère de sa vie. Il s'appuie sur l'élite présentée comme la tête pensante qui va apporter à la populace, jugée un peu benêt, les outils théoriques et les stratégies pour réaliser la révolution et surtout la délivrance à laquelle elle aspire. La mobilisation de l'élite vise à asseoir l'idéologie et la propagande, et permettre au dirigeant totalitaire d'accomplir la refonte totale du système social, posée comme nécessité pour l'avènement de l'homme nouveau. Idéologie, propagande et terreur sont indispensables à l'existence du régime totalitaire, à l'organisation d'une société de masses, à la réalisation de l'endoctrinement et de la domination.

35 Hannah ARENDT, *Origines du totalitarisme*, p. 613.

Hannah Arendt avait cru que la propagande n'était pas indispensable au régime totalitaire, alors que la terreur en constituait l'essence. Dans la variante africaine du totalitarisme, la terreur n'avait pas fait disparaître la propagande pour faire place à l'endoctrinement. Au Congo, le régime de la Deuxième république s'était employé à asseoir, par la propagande et la terreur, l'idéologie de l'*authenticité*. On avait commencé par nommer celle-ci « nationalisme congolais authentique ». Ce nationalisme fut concrétisé par la proclamation de Patrice-Emery Lumumba héros national, puis par la nationalisation de l'Union minière du Haut-Katanga, qui deviendra la Générale des carrières et des mines (Gécamines), par l'établissement des droits fonciers, miniers et forestiers, et par la « zaïrianisation ». À la fin des années 1960, le concept de révolution commence à être employé à concurrence avec celui de nationalisme. Dans les années 1970, l'*authenticité*, idéologie se réclamant de rationalité africaine mais combinant des éléments des modernités orientale et occidentale, devient le mobutisme. Son géniteur devenait le centre de gravitation de la vie sociale de la société totale et l'unique auteur de la volonté politique. Il devenait un personnage doté de la plénitude du pouvoir et d'une puissance inégalée. Selon la légende, il avait tué à mains nues un léopard et avait terrassé les rebelles sur tous les fronts. La représentation médiatique de ses prouesses participait à asseoir la croyance qu'il était un envoyé de Dieu, sinon un nouveau messie destiné à fonder une « religion à visage politique », avec un magistère séculier mobilisateur d'une symbolique et des représentations articulées autour des figures du Président-Fondateur, du Père de la Nation, choisi par Dieu pour sauver le pays des velléités séparatistes, du chaos, des menaces de toutes sortes et conduire le peuple vers le bonheur³⁶. Le mobutisme constituait cette religion sécularisée à quoi les Commissaires politiques étaient ce que les théologiens et les docteurs sont pour le christianisme. Seul géniteur du mobutisme pouvait se permettre une telle comparaison.

Quand on parle du christianisme, on entend la pensée, les enseignements et l'action de son fondateur, Jésus Christ de Nazareth (...) Une telle idée ne pouvait longtemps tenir si elle n'était pas conçue dans une organisation solide. Cette structure, pour le christianisme, c'est l'Église, et pour le mobutisme, c'est le Mouvement Populaire de la Révolution. Si l'Église chrétienne a su demeurer millénaire et a été à la base de l'organisation étatique du monde occidental, nous espérons que le MPR demeurera aussi longtemps qu'existera le Zaïre. Le rôle de Commissaires politiques, dans le cadre du mobutisme, peut être comparé à celui des théologiens et des docteurs de l'Église dans le cadre du christianisme³⁷.

36 Cf. Ignace NDONGALA MADUKU, *Autoritarismes étatiques et régulation religieuse du politique en République démocratique du Congo. Analyse discursive de la parole épiscopale catholique sur les élections (1990-2015)*, Montréal, Université de Montréal, Thèse de doctorat (inédite), 2015, p. 47. On peut lire aussi : J. MPISI, *Le Cardinal Malula et Jean-Paul II. Dialogue difficile entre l'Église « africaine » et le Saint-Siège*, Paris, L'Harmattan, 2005.

37 Extrait du discours du Président de la République, cité par Isidore NDAYWEL ÈNZIEM, *L'invention*

Cette religion avait ses martyrs, ses temples, les temples du Parti-État, son lieu de pèlerinage, la Cité du Parti à Nsele, ses zéloteurs, dont les commissaires politiques et les membres de service de Mobilisation, propagande et animation politique (MOPAP), ses chantres, les groupes d'animation politique et même ses artistes musiciens.

Au Congo, dans son épisode zaïrois, la propagande était distillée par des documents publiés par l'école du Parti, l'Institut Makanda Kabobi, et par le service de la Mobilisation, propagande et animation politique. Les ballets d'animation politique rivalisaient en chansons et danses à la gloire du « guide », du « timonier », du Président-Fondateur du MPR, Président de la République et Maréchal du Zaïre. La propagande faisait usage de suggestions indirectes, voilées et lourdes de menaces contre les indociles, les réfractaires à l'idéologie officielle. Les violences étaient exercées contre des dissidents qui osaient contester l'infailibilité du chef. Pourtant, cette infailibilité était fondée moins sur son quotient intellectuel qui aurait été supérieur à ceux des autres membres de la société que sur sa prétention à interpréter correctement les forces essentiellement fiabiles de l'histoire ou de la nature. Ni les défaites militaires, ni la banqueroute économique ne pouvaient démentir ces forces, puisqu'elles devaient nécessairement s'affirmer sur le long terme. La propagande totalitaire se caractérise par le mépris des faits, ceux-ci pouvant être fabriqués par le Parti ou par les intellectuels organiques. La propagande promet et obtient le succès, fut-il fabriqué, parce que le succès, quel qu'il soit, c'est ce que veulent les masses.

Les masses, contrairement aux classes, veulent la victoire et le succès en tant que tels, sous leur forme la plus abstraite ; elles ne sont pas liées par ces intérêts spéciaux et collectifs qu'elles sentent nécessaires à leur survie en tant que groupe et que, par conséquent, elles peuvent défendre, même en ayant toutes les chances contre elles. Ce qui leur importe, ce n'est pas la cause qui peut être victorieuse, ou l'entreprise particulière qui peut être un succès mais, bien davantage, la victoire de n'importe quelle cause et le succès de n'importe quelle entreprise³⁸.

Ce qui compte pour les masses, ce n'est pas la connaissance des enjeux et des jeux géopolitiques et géostratégiques consécutifs au changement, mais simplement le changement des choses, et peu importe si le changement célébré ne serait qu'une tromperie qui vise à lever la pression sociale sur un ordre d'assujettissement. Que les faits démentent les paroles, cela n'a pas d'importance, car les masses ne prêtent pas attention aux faits. Elles ne croient à rien de visible, même pas à la réalité de leur expérience tragique. Elles ne font confiance qu'à leur seule imagination, qui se laisse séduire par tout ce qui est à la fois spectaculaire et cohérent en soi. Elles ne se laissent pas convaincre par les faits, même inventés, mais seulement

du Congo contemporain. Tome 2 : Traditions, mémoires, modernités, Kinshasa, L'Harmattan, 2016.

38 Hannah ARENDT, *Origines du totalitarisme*, p. 669.

par la cohérence du système dont ils sont censés faire partie³⁹. Dans un tel contexte, la fiction est transformée en réalité et, au demeurant, la réécriture de l'histoire devient une recommandation majeure de l'idéologie. La finalité de cette réécriture n'est pas seulement la réactivation des mythes ou des épopées, mais aussi et surtout la fétichisation du chef, voire son élévation au rang d'un démiurge à craindre et à adorer et, par ricochet, à ne pas mettre en concurrence avec d'autres êtres, sous peine de crime de lèse-Majesté. La fétichisation du chef peut même continuer, au-delà de sa disparition physique ou de son retrait de la scène politique.

Art de gouverner, le totalitarisme se fonde sur des institutions qui actualisent une autorité duale, le parti et les services étatiques. Le parti constitue le gouvernement réel, alors que l'État finit par n'être qu'un gouvernement de façade dont les pouvoirs sont parasités, quand ils ne sont pas effectivement détenus par des organes du parti dont la police secrète distille la terreur dans le corps social et contribue, aux côtés de la police et de l'armée, à faire régner l'ordre et la discipline.

Dans les années 1970 et 1980, l'idéologie officielle – *l'authenticité* devenue le *mobutisme* –, avait été imposée comme la toile de fond sur laquelle se projetait et se dessinait énergie et vouloir-être du peuple⁴⁰. Aussi Valentin Yves Mudimbe avait-il constaté avec justesse que ce soit en une adhésion bruyante, en une référence intelligente et discrète ou encore en une distance critique, les universitaires, les intellectuels et les auteurs zaïrois se situaient presque tous par rapport à l'idéologie de l'authenticité⁴¹. Pouvait-il en être autrement dans un contexte caractérisé par la terreur diffusée par les organes du Parti et par la propagande, y compris dans les milieux universitaires, où pour dissuader et maintenir les sceptiques dans les rangs, le recteur pouvait rappeler à ceux-ci qu'il leur parlait en qualité de président sectionnaire du MPR ?

On avait affirmé que l'idéologie du « Recours à l'authenticité », développé par le président-fondateur du parti, était l'expression de la rénovation apportée par le régime du 24 novembre 1965 (année du coup d'État militaire) et la voie royale vers la réconciliation de l'homme congolais avec son passé glorieux, son humanité bafouée, et vers la conquête de sa dignité. Pourtant, le peuple était sceptique. En présence d'un membre du parti, il taisait ses critiques, se faisait mouton et publiait les éloges à l'adresse du Président-Fondateur et des dirigeants. Mais dans la rue, le soir à l'écart dans l'obscurité des quartiers et des villages précarisés, livrés à la violence quotidienne, il fallait entendre la déception amère, le désespoir et la colère. Ils s'exprimaient parfois dans des formules énigmatiques. Ainsi,

39 Cf. *Ibid.*, pp. 669-670.

40 KINYONGO JEKI, « Le Zaïre en quête de son authenticité. Essai de philosophie politique », in *Cahiers philosophiques Africains*, n°s 7-8, Université de Lubumbashi, 1975, p. 5.

41 Cf. Valentin Yves MUDIMBE, « Société, idéologie et littérature », in *Notre Librairie*, n° 44, 1978, p. 9.

en réponse à la demande « comment ça va ? » formulée par des cadres du Parti, les bonnes gens, dans l'Est du Congo, réservaient parfois une réplique elliptique : « *Mzuri, ijapokuwa njaa na uwongo* » (Tout va bien, en dépit de la faim et du mensonge).

Le monologisme officiel et la propagande répétaient que le pays vivait dans l'abondance et que le mobutisme était la voie royale vers une cité idéale, où tous les citoyens seraient libres et heureux. Le peuple était confronté aux violences du Parti, à une dictature, à la pauvreté et à la précarité. Prééminent sur l'État, le parti pouvait décider de la vie ou de la mort. Il pouvait réquisitionner les corps des citoyens, confisquer leurs biens au profit du Parti, des dirigeants et des hauts dignitaires. Les dirigeants se comportaient comme de vulgaires adjudants, pour reprendre Frantz Fanon⁴². Ils mobilisaient la violence et la propagande pour asseoir l'unanimité primitive, idéologie selon laquelle, dans notre société, nous avons toujours été et sommes toujours unanimes sur le plan sociopolitique et que le chef ne peut être contesté. Cette idéologie avait nourri une littérature congolaise (zaïroise) protéiforme destinée à entériner l'authenticité comme cadre de référence pour penser le monde et se penser dans le monde. À bien des aspects, cette littérature promue par le pouvoir s'offrait, dans sa grande majorité, plus comme représentation et justification de l'ordre du pouvoir que comme son anxieuse contestation et son dépassement.

Conditions éthiques pour une société démocratique tournée vers le futur

Depuis les années 1990, des universitaires et intellectuels organiques congolais s'emploient à justifier la nécessité d'adapter l'universalité de la démocratie, « ses concepts et ses mécanismes aux réalités historico-culturelles spécifiques du vécu africain »⁴³. En soutenant que l'ethnicité peut sous-tendre un pluralisme plus complet dans une société dont le champ politique est constitué des partis politiques et des ethnies (tribus) et que l'accommodement de la démocratie aux logiques ethniques peut fonder le vivre-ensemble et la cohésion des divers peuples sur un même territoire, ils en sont arrivés à plaider pour l'ethnocratie et/ou pour la démocratie autoritaire. On en connaît désormais les impasses et les errements éthiques et politiques. Pourtant des intellectuels et des politiciens soutenaient que « la démocratie africaine » pouvait s'instruire des expériences démocratiques belge et canadienne. La Belgique et le Canada sont des sociétés multiculturelles dont l'État est un miroir, mais ils sont aussi fondés

42 Cf. Frantz FANON, *Les Damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1970.

43 Honoré N'GBANDA NZAMBO-KO-ATUMBA, *Op. cit.*, p. 124. Une telle thèse est revendiquée ouvertement ou reprise subtilement par des universitaires et intellectuels tels que Kabuya Lumuna Sando, Didier Mumengi et Ntumba Luaba. Elle est repérable chez Henri Mova Sakanyi qui, dans *Le manifeste des jeunes ubuntu*, en appelle à la « démocratie souveraine », convaincu que « [l]a démocratie n'a de sens que lorsqu'elle est du cru » (p. 21).

sur le pouvoir affirmé des lois, des valeurs cardinales et de l'Administration publique forte. Par contre, au Congo, la prégnance de la parenté sur l'État et sur les institutions, le clientélisme, la patrimonialisation des ressources, la corruption politique et l'art de falsifier les faits au point de rendre la vérité risible n'ont pas disparu du champ politique. Ils sont même devenus comme la véritable norme de gouvernabilité, d'exercice et de conservation du pouvoir. On peut vérifier, par exemple, comment la faille de la loi électorale permet à un candidat de solliciter en même temps, à plusieurs niveaux, les suffrages du corps électoral, sans informer celui-ci qu'il aligne ses enfants ou sa femme en tant que suppléant(e)s à qui il abandonnera son siège, puisqu'il briguera à un autre mandat dans une autre institution. La faille de la loi permet ainsi à une famille de s'installer dans les Parlements national et provincial, au Sénat, dans les Gouvernements central et provincial, et dans d'autres institutions publiques. Ainsi, elle peut se livrer aisément à ce que les citoyens ordinaires qualifient de « *politic business family* » qui lui permet de se garantir les ressources financières et la domination dans la société. Or généralisées, des telles pratiques qui exploitent la faiblesse de la loi et abusent de la confiance du peuple participent à vassaliser les institutions et l'Administration publique, à lézarder le vivre-ensemble et la concorde sociale, à générer des crises et de violences susceptibles de menacer l'unité et l'avenir de la république.

L'État démocratique trouve la légitimité de son pouvoir dans l'adhésion et le soutien qu'il reçoit du peuple⁴⁴, respecté dans l'exercice de sa souveraineté selon l'ordre des lois, mais aussi, et avant tout, dans l'observance des lois et des valeurs éthiques qui engagent chaque citoyen à la responsabilité vis-à-vis d'Autrui et vis-à-vis de la pérennité de la société. La responsabilité engage le citoyen à s'intéresser aux choses qui transcendent sa sphère privée, en ayant conscience, pour paraphraser Vaclav Havel, que la défense de la sphère privée se fait sur le plan public. C'est ainsi que le citoyen se réapproprie le statut d'acteur politique et de « sujet de l'histoire », c'est-à-dire de sujet dévoué à la cause de la cité et, par-delà elle, à celle de l'humanité. L'observation des Lois et des valeurs éthiques permet le fonctionnement normal de la société, en la mettant à l'abri du triomphe des contingences socioculturelles, de l'arbitraire, de la raison du plus fort et/ou du plus riche. Les valeurs sont nécessaires aux lois, car « [s]ans les valeurs et les obligations morales partagées par tous et profondément ancrées, ni la loi, ni un gouvernement démocratique, ni même une économie de marché ne pourront fonctionner correctement »⁴⁵. Comme telle, on peut considérer que l'éthique est « une manière de vivre à la recherche d'une juste position à prendre à l'égard du certain et de

44 Cf. Gabriel FAGNIÈRE, *L'obligation morale et l'éthique de la prospérité*, Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes, 1993, p. 245, et sq.

45 Vaclav HAVEL, citation disponible dans: <https://citations.ouest-france.fr/citation-vaclav-havel/sans-valeurs-obligations-morales-partagees-112537.html>

l'incertain »⁴⁶, une manière de vivre qui, comme l'a remarqué Éric Volant, « prend source dans la finitude de l'existence humaine et dans le souci manifesté par les humains de protéger leur être mortel et celui des autres vivants »⁴⁷.

Longtemps privés de leur souveraineté et de leur responsabilité, les citoyens congolais, dont les jeunes et les gens ordinaires, se (re)mobilisent pour exiger le respect des prescrits de la Constitution et les valeurs qui garantissent la cohésion sociale, le vivre-ensemble en paix et en sécurité et la vie bonne pour chaque membre de la société : la vérité et la justice. Cette exigence qui prend plusieurs déclinaisons est aussi consécutive à la menace que les puissances de filiation et du capital, appuyées par la force, fait peser sur la démocratie représentative et sur la participation de tous citoyens à la vie politique. Ce qui est en jeu, c'est, de mon point de vue, la nécessité d'une nouvelle gouvernementalité respectueuse des Lois et des valeurs cardinales fondatrices de l'État et de la République. Outre la vérité et la justice auxquelles chaque citoyen a droit à une démocratie, il y a la reconnaissance de son humanité et de son droit à une existence digne dans des institutions justes. Dès lors, les conditions éthiques d'un État démocratique tourné vers un futur de paix, de sécurité, de développement et de prospérité sont, en plus de la vérité et de la justice, la communication, la solidarité et la responsabilité.

Dans une démocratie, la communication est nécessaire pour la réalisation de la rencontre et du dialogue entre les diversités et pour engager les citoyens sur la voie du dépassement de « l'insociable sociabilité »⁴⁸. Les Congolais, peut-on observer, ne cessent de proclamer leur désir de créer une société délestée de l'autoritarisme, de l'arbitraire et de la violence, et de vouloir vivre ensemble, malgré leurs diversités. On observe aussi une persistante tentation à vouloir disloquer ou détruire une société considérée pourtant comme un « don béni » des aïeux. Il apparaît alors que la concorde sociale recherchée au sein de la société civile exige l'observance des lois communes et des valeurs. Contre l'insociabilité s'impose une discipline dont le foyer est une contrainte des normes et des valeurs qui consacrent la moralisation de la politique. La sociabilité n'a pas pour seul ressort l'égoïsme, la poursuite de l'intérêt particulier ou la nécessité d'échapper à la guerre, mais surtout la réalisation du bien de la collectivité et de la réalisation du bien du monde par la réalisation morale de l'humanité en chacun des membres de la société. Dans ce cas, la communication oblige la solidarité, puisqu'ainsi que l'enseigne l'humanisme bantou, à travers l'*Ubuntu* qui se décline comme une philosophie du « *Je-Nous* », personne ne peut se définir tout seul et se réaliser tout seul. L'homme est moins un

46 Jean-François MALHERBE, *L'incertitude en éthique*, Montréal, Fides, 1996, p. 14.

47 Éric VOLANT, *Jeux mortels et enjeux éthiques*, Chicoutimi, Sapientia, 1992, p. 11.

48 Emmanuel KANT, « L'idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique », in *Œuvres complètes*, T 2, Paris, Gallimard, 1986, p. 192.

individu qu'un élément d'un maillage infiniment complexe fait de divers êtres humains dans la société et le monde dont il est une partie. Les hommes sont ainsi liés les uns aux autres, dépendants les uns des autres. Le *Je* est toujours porté et agit par le *Nous* collectif. Ils ne sont humains qu'à travers l'humanité des autres, de sorte que lorsqu'un homme réalise quelque chose en ce monde, il ne l'accomplit qu'avec les autres et pour les autres. L'individualisme mis de côté, le mérite devrait être attribué à parts égales au travail et à l'efficacité d'autrui⁴⁹. Il apparaît ainsi la nécessité de la solidarité qui pose comme essentielle la responsabilité, afin d'assurer la reprise en main de la destinée collective et le dépassement de la logique de domination d'une oligarchie sur l'État et sur la société.

Outre la vérité et la justice, la communication, la solidarité et la responsabilité constituent des valeurs qui doivent former le socle de l'éthique pour un État démocratique tourné vers le futur de paix et de sécurité pour tous. Dans une démocratie délestée de l'autoritarisme et de son cortège d'arbitraire, l'éthique, en plus des lois édictées pour garantir l'intérêt général, contribue à l'autorégulation des conduites des citoyens. Le défi majeur consiste donc à allier le souci d'enraciner la démocratie et le souci de faire triompher les valeurs de vérité, de justice, de communication, de solidarité et de responsabilité. En relevant ce défi, la génération actuelle contribuera positivement à l'avènement d'un Congo réconcilié et ouvrant à un futur de prospérité partagée et de vie bonne pour tous. Puisque, sociologiquement et politiquement, le sujet congolais est d'accord avec l'idée de vivre dans une société démocratique, organisée et gouvernée selon les principes et les valeurs de l'État de droit, social et laïc, et toujours tournée vers la postérité, cela signifie qu'il se sent responsable et solidaire de la postérité. « [I]l ne voudrait pas que les générations futures, qui comptent ses enfants et petits-enfants, le tiennent responsable des catastrophes à venir. Ainsi, la responsabilité à l'égard du futur nous oblige à voir que les décisions que l'on prend aujourd'hui ne doivent pas bloquer le processus décisionnel des générations à venir »⁵⁰.

N'est-il pas temps de nous questionner, en nous regardant dans le miroir de l'obstinée autocritique qui nous délivre des mensonges, sur le sens, l'importance et la place de nos lois et des valeurs de vérité, de justice, de communication, de solidarité et de responsabilité dans la vie et la pérennité de la république voulue démocratique ? Ne faudrait-il pas purger nos lois des failles qui exposent la société à la domination des puissances de parenté et du capital ? Faut-il attendre une tragédie pour le faire ? Ce ne serait pas sage, mais sans doute irresponsable. ■

49 Cf. Nelson MANDELA, « Préface » à Richard STENGEL, *Les chemins de Nelson Mandela. 15 leçons de vie, d'amour et de courage*, Paris, Michel Lafon, 2009, p. 11.

50 Yves BOISVERT, « Quand l'éthique regarde la politique », in *Politique et sociétés. Gouvernance et société civile*, volume 20, n° 2-3, 2001, p. 195.